

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue fait là une excellente observation. Nous tenons énormément à écouter ce que les Canadiens ont à dire et à consulter les groupes importants de notre société, depuis les autorités provinciales jusqu'aux organismes représentant les pauvres. Nous tenons énormément à écouter ce que les députés ont à dire.

● (1125)

Je veux bien consulter mon collègue pour mettre au point une formule qui permettrait aux députés d'être absolument certains d'avoir pu participer pleinement et utilement au débat. Nous n'envisageons pas la question dans un esprit partisan.

Il nous faut respecter et améliorer au besoin les programmes sociaux du pays dans l'intérêt du plus grand nombre de Canadiens. Nous ne considérons pas les programmes sociaux dans un esprit partisan. Nous les considérons comme une obligation permanente qu'il nous faut respecter avec l'aide et l'appui de tous les députés.

L'EXAMEN DES RESSOURCES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Je me réservais pour la fin de la journée, monsieur le Président, mais, puisque suffisamment de députés sont présents, je voudrais me joindre au leader du gouvernement, au premier ministre et au chef de l'opposition officielle pour souhaiter à tout le monde, au nom de mes collègues et de mon chef, un très joyeux Noël et une nouvelle année remplie de promesses, une nouvelle année où chacun travaillera très fort en espérant que tous les Canadiens recevront l'assurance d'avoir un avenir plus rose.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Le premier ministre a annoncé ce matin qu'il n'était pas favorable à un examen des ressources. Admet-il qu'une disposition législative qui viserait à imposer directement les pensions de vieillesse ou les allocations familiales reviendrait au même?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): C'est une question abstraite et hypothétique. J'ai déjà dit que nous n'imposerions pas un examen des ressources, ni maintenant ni plus tard. J'espère que cette réponse satisfait mon honorable ami.

M. Deans: Pour être tout à fait honnête, monsieur le Président, je dois reconnaître qu'elle ne me satisfait pas vraiment.

Des voix: Oh, oh!

M. Dick: Qu'est-ce qu'il vous faut?

LES MESURES FISCALES POSSIBLES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): J'ai une question supplémentaire pour le premier ministre, monsieur le Président. Je voudrais qu'il se souvienne un instant que le ministre des Finances a déclaré qu'une des possibilités envisagées consistait

à percevoir un impôt touchant directement les programmes sociaux, c'est-à-dire les pensions de vieillesse et les allocations familiales. Je pose donc au premier ministre la question suivante: Admet-il que, s'il existait un impôt conçu spécialement pour récupérer une partie du revenu des citoyens découlant directement des pensions de vieillesse ou des allocations familiales, on établirait en fait un certain seuil ou l'on récupérerait certaines recettes en fonction du revenu des particuliers, ce qui équivaldrait à un examen des ressources?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député commence sa question en supposant l'existence d'un impôt. C'est une question tout à fait hypothétique, et le gouvernement n'est absolument pas tenu de répondre à ce genre de question. Je suis surpris que le député aborde ce sujet étant donné que la députée de Vancouver-Est a déclaré explicitement que la politique du NPD consiste...

Mme Mitchell: Ce n'est pas vrai. Je n'ai pas dit cela.

M. Mulroney: ... à récupérer par la fiscalité une partie des sommes versées, ce qui risquerait de miner sérieusement le principe de l'universalité. Nous désirons ardemment maintenir ce principe en essayant de trouver le moyen de verser plus d'argent aux pauvres et aux personnes nécessiteuses. J'espère que mon honorable ami souscrit à ces objectifs.

M. Deans: Il est indubitable que mon vœu le plus cher est de faire en sorte que les pauvres reçoivent plus d'argent afin qu'ils puissent vivre décemment.

LES POSSIBILITÉS ENVISAGÉES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Ma dernière question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre. S'il est exact qu'il a rejeté l'idée d'instaurer un impôt touchant certains avantages précis comme les pensions de vieillesse ou les allocations familiales, pourquoi le ministre des Finances continue-t-il à déclarer que c'est une des possibilités envisagées, une des solutions sur lesquelles la population et la Chambre des communes seront appelées à se prononcer, et que le gouvernement continue d'étudier activement cette option?

● (1130)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami commence sa phrase par «s'il est exact».

M. Deans: C'est exact.

M. Mulroney: Il me semble que ce que nous disons est très explicite et aussi très raisonnable, j'espère que mon honorable ami en conviendra. Très bientôt, en temps opportun, nous déposerons des documents de consultation qui seront distribués à tous les députés et à tous les organismes concernés. Nous communiquerons tous les renseignements appropriés dont nous disposons et nous discuterons de la meilleure façon d'améliorer le système.